



Quel sera notre futur ?

La situation à Ottawa ne semble pas beaucoup s'éclaircir quoique en certains milieux on affirme que le gouvernement King remportera sa motion de confiance par une assez forte majorité. En attendant, les députés continuent à parler, les uns pour déclarer qu'ils sont franchement en faveur de la conscription car d'après eux c'est la seule manière d'obtenir les renforts à notre armée d'outre-mer qui en aurait grandement besoin; d'autres ne veulent de la conscription à aucun prix, ils favorisent le volontariat; ces députés se basent sur le fait que le gouvernement a promis qu'il ne décréterait pas la conscription mais la situation a bien changé depuis lors, ce ne serait que cette raison impérieuse qui aurait décidé le premier ministre King à conscrire 16,000 réservistes pour service outre-mer. Rien n'est garanti toutefois qu'une fois ce premier contingent conscrit, il n'y en aurait pas un deuxième ou même un troisième.

Il est hors de doute que le gouvernement King a mis sur le fait que la guerre serait terminée avant qu'on eut besoin de renforts, que le colontariat ne donnait plus en nombre suffisant, et combien d'autres ont fait de même — surtout parmi ceux qui ne savent pas ce que c'est qu'une guerre et n'en ont jamais souffert, ils sont légion dans le Québec, — combien étaient convaincus que la guerre aurait été finie avant Noël 44? Si cet espoir s'était réalisé King aurait été un grand homme d'Etat, malheureusement cela n'a pas marché comme on le désirait; il est indéniable que les armées alliées font des pertes terribles et plus ils avancent en Allemagne — comme cela arrive en tout territoire ennemi — plus elles seront élevées. Le problème qui se pose c'est de savoir comment remplir les cadres: conscription ou volontariat.

J'ai posé cette question à quelqu'un de bien calé; sa réponse m'a renversé. Il me dit: "Les Américains sont capables d'envoyer un autre million d'hommes, même deux si c'est nécessaire, ils n'ont donc pas besoin de nos petits Canadiens."

Un autre me répondit encore mieux: "C'est bien de valeur pour nos gars qui sont là-bas mais rien ne les a forcés d'y aller, ils avaient en belle de ne pas s'enrôler." Après cela d'autres discussions étaient inutiles.

La conscription pour service outre-mer — selon le désir de ceux qui voudraient transporter la population du Canada en Europe — et le volontariat pour service outre-mer ne sont pas des articles de foi, des dogmes; chacun en ces matières a le droit d'avoir son opinion qu'on doit respecter. Les partisans des deux thèses ont raison sur plusieurs points, ce qui nous porte à croire que jamais ce problème ne sera résolu sous notre régime actuel. C'est pourquoi l'unité du Canada sera difficilement réalisable, si jamais elle devient une réalité.

Pendant ce temps-là on tient des assemblées de protestation, on passe des résolutions réclamant la séparation du Canada de l'Empire Britannique, soit l'indépendance pure et simple. Admettons que cela arrive, il y aura toujours neuf provinces formant le Canada. Rien ne nous permet de croire que la race canadienne-française deviendra un jour la majorité dans le pays. Si nous sommes fatalement destinés à rester une minorité nous devons incontestablement nous soumettre aux décisions de la majorité de tous les Canadiens tant ceux des autres provinces que ceux du Québec. Serons-nous mieux? Peut-être que oui, peut-être que non. Les mêmes querelles se continueront, les mêmes divergences d'opinion existent, tout cela parce qu'il y aura toujours manque d'unité et que chacun tirera de son côté.

Comment remédier à cette situation? Faire du Québec un pays à lui seul — une Laurentie — cela marchera-t-il mieux? Oserais-je soumettre une autre solution sans m'exposer à me faire lapider et traiter de renégat: ce serait l'annexion pure et simple aux Etats-Unis. Il y a plus de deux millions de Canadiens-français ou Franco-américains dans la république voisine. Il y a bien peu de familles dans le Québec qui n'ont pas quelques parents outre-frontière. Demandons donc à ceux-là s'ils ne sont pas satisfaits de vivre dans leur nouvelle patrie, s'ils y sont maltraités, s'ils y gagnent bien leur vie, s'ils ont abandonné leur religion.

Je suis persuadé que les Canadiens alors accepteraient volontiers la conscription, ayant un drapeau à défendre, un intérêt vital à ce que survive leur pays et, pour cela, ils seraient heureux d'offrir leur vie pour la survivance et la prospérité de leur pays attaqué.

Inutile d'en dire plus long, ce n'est pas le temps d'ailleurs; j'ai l'impression toutefois qu'il y en a des milliers et des milliers qui pensent comme moi, ils savent que, faisant partie de la République étoilée, la plupart de nos problèmes seraient résolus d'un coup sec. Vous savez d'ailleurs ce que je veux dire, vous les connaissez aussi bien que moi, ces problèmes qu'on se plaît à intensifier pour mieux pouvoir régner.

SOCIUS.

Une école pour les accidentés

Fondation prochaine annoncée par l'hon. Antonio Barrette.

On a lu dans les journaux que l'hon. Paul Beaulieu, ministre du commerce et de l'industrie, lors de sa récente visite à Vancouver, avait révélé que l'école actuelle d'avionnerie de Cartierville sera transformée en centre de réhabilitation des accidentés du travail.

L'hon. Antonio Barrette, ministre du travail, auteur du projet d'un tel centre de réhabilitation a lui-même confirmé la nouvelle. Il a toutefois ajouté qu'on inaugurerait également au même endroit une école d'apprentissage de divers métiers de la construction en vue de pouvoir disposer pour les travaux d'après-guerre du plus grand nombre possible d'ouvriers compétents. Une telle école, dit-il, est demandée par les employeurs aussi bien que par les employés, cependant que les uns et les autres sont prêts à verser leur légitime part de contribution pour en assurer la réussite, cela par voie des comités paritaires. Il prévoit qu'il y aura aussi contribution de la part de la Commission des accidents du travail et des gouvernements fédéral et provincial.

Il demeure entendu, toutefois, que les autorités provinciales auront le contrôle absolu de la future école, et que les contributions obtenues à cette fin ne devront nuire en rien à celles des écoles techniques et des écoles d'arts et métiers. On prévoit enfin, pouvoir obtenir toute la machinerie nécessaire très facilement et à titre pratiquement gratuit.

Coopération demandée aux employeurs

L'hon. M. Barrette a résolu de demander, par ailleurs, la coopération des employeurs pour suggérer aux autorités compétentes le genre de métiers que pourraient exercer, après leur réhabilitation, les accidentés du travail, qu'il s'agisse de leur ancien métier ou d'un autre. Le ministre du travail a souligné un autre avantage attendu de la future école, en ce sens qu'un jeune qui, pour une raison ou pour une autre, aurait abandonné son métier pourra s'y réadapter ou encore y compléter sa formation. Bref, il soumet que la future institution, qui comprendra, encore une fois, un centre de réhabilitation et une école d'apprentissage, sera la plus considérable du genre et unique en notre pays.

L'hon. M. Barrette a dit s'être rendu ces jours derniers à New-York, où il a conféré, notamment, avec M. Edward Dearborn, de Chicago, président du National Council of America, dans le but d'y obtenir certains renseignements susceptibles de le guider dans la solution du problème à l'étude.

DES DENREES RATIONNEES POUR LES ECOLIERS

Les écoles qui sont équipées de façon à servir aux élèves le repas du midi, au cours de la saison froide, peuvent faire une demande à l'administration du rationnement pour obtenir des documents permettant l'achat de denrées rationnées. On ne fournira des denrées rationnées (beurre, sucre et confitures) que pour les personnes qui mangent à l'école le midi, soit parce qu'elles ne peuvent se rendre chez-elles à cause de la distance, soit à cause de la mauvaise température ou du mauvais état des routes.

LA CAMPAGNE MUNICIPALE.

Qui sera le prochain maire ?

Lundi prochain, les électeurs de Montréal devront se choisir un maire et une soixantaine de conseillers de la classe A et B, soit la moitié élus par les propriétaires exclusivement et les autres par tout le monde électoral. On ne peut dire que le choix des conseillers fait fureur, le gros des voteurs ne semble guère se soucier bien fort de ceux qui seront élus ou battus. Nous avons un certain nombre de candidats, membres de nos unions internationales, inutile de rappeler que c'est bien, — disons même un devoir — de donner la préférence à un candidat trade-unioniste; quoiqu'il n'y ait rien qui le dise catégoriquement dans nos constitutions, cela semble être entendu et suivi par la majorité des membres de nos unions.

La lutte à la mairie cause par contre assez d'excitation, — les deux candidats sont bien connus, ils ont un passé, on peut les juger par ce qu'ils ont fait à l'hôtel de ville; l'un et l'autre ont accompli quelque chose. Tout dépend du point de vue auquel on se place, et de ce qu'on exige du maire de Montréal.

D'après la charte, les fonctions de maire sont plutôt honorifiques; en dehors de présider les séances du Conseil et de pouvoir apposer son veto en certaines circonstances, le maire est là pour faire bonne figure, il se doit d'être digne et pondéré; il doit s'en tenir aux affaires municipales, ne pas faire intervenir la politique, et encore moins profiter de sa position pour satisfaire des rancunes personnelles et se lancer dans toutes sortes de controverses; il doit surtout montrer l'exemple du respect des lois du pays.

Si l'électeur pense comme je le fais, il n'aura aucune hésitation à faire son choix, — laissant de côté ses relations d'amitié qu'il avait dans le passé pour un des candidats, — il n'aura en vue que la bonne réputation de la ville de Montréal et votera pour l'homme qui servira de trait d'union entre les deux races.

A vol d'oiseau

Les ouvriers organisés et le prochain traité de paix mondiale.

De même que les travailleurs ont utilement participé à la guerre au front industriel, de même entendent-ils participer à l'élaboration du prochain traité de paix mondiale qui mettra fin au plus formidable conflit armé de tous les temps.

Car les ouvriers en général ont intérêt à ce que la paix règne en tous temps et en tous lieux, non seulement la paix industrielle, mais la paix tout court. La sécurité économique n'est possible qu'en temps de paix et c'est cette sécurité économique qui est le facteur essentiel de notre société de demain, n'en déplaise aux esprits attardés qui n'y voient pas plus loin que le bout de leur nez.

Les ouvriers veulent être là, et même un peu là, quand viendra le moment de s'asseoir autour de la table internationale sur laquelle reposera le projet de traité à ratifier par les nations unies.

Qu'on n'oublie pas, en effet, que la paix prochaine n'aura de stabilité que dans la mesure où elle tiendra compte des légitimes revendications de la classe ouvrière.

On n'en finit plus avec la liste des atrocités allemandes.

Attila, roi des Huns, disait: "Partout où mon cheval a passé, l'herbe ne repousse plus."

La gestapo allemande ou plutôt nazie, car c'est un produit féroce axiste et inhumain, peut se vanter, à son tour, dans tous les pays occupés d'Europe, d'avoir organisé l'assassinat collectif, le meurtre massif de villages tout entiers, pour ne rien dire des chambres de torture qu'on découvre encore çà et là et qui démontrent bien jusqu'à quel point pouvait aller le sadisme brutal de gens élevés à se croire supérieurs aux autres par la culture du crétinisme racial le plus imbécile, pourtant, qu'il soit possible d'imaginer.

Quoi qu'il en soit, il faut que tous les crimes de guerre soient punis, que tous les criminels soient jugés et condamnés selon leurs crimes, à partir du sieur Hitler, le plus coupable de tous, puis de Goebbels, d'Himmler, etc., enfin de toute l'horrible aristocratie nazie pour commencer.

Un bienfait n'est jamais perdu, un méfait non plus.

Sonnons le réveil et courons au progrès social.

En général, nous sommes trop indifférents au progrès social. Nous sommes, à certains égards, des endormis, des gens en léthargie non encore réveillés.

Réveillons-nous. Attachons-nous à l'évolution sociale, sous toutes ses formes. Sonnons le réveil et courons tous ensemble au-devant du progrès social.

CAMILLIEN HOUDE

Candidat à la mairie - Sollicite votre vote



Votez le 11 décembre

- Faites votre devoir . . .
- Votez le 11 décembre, même s'il vous faut faire des sacrifices . . .
- Il y va de votre intérêt . . .
- Votez et faites voter vos amis . . .

Votre souscription

- Votre souscription si modeste soit-elle sera la bienvenue et un accusé-de-réception vous sera envoyé . . .
- Adressez directement à M. C. Houde . . . 4455 St-Hubert . . .
- Nulle personne n'est autorisée à solliciter pour nous.

Comité de CAMILLIEN HOUDE: 930 Mont-Royal est, AMherst 1167

Longévité chez les travailleurs industriels

Les statistiques compilées par la Metropolitan Life Insurance Company indiquent que la durée moyenne de la vie chez les travailleurs industriels qui sont assurés par cette compagnie continue de se maintenir à un haut niveau, en dépit des risques additionnels apportés par la guerre.

Après avoir augmenté pendant treize années consécutives sans interruption, la longévité des travailleurs industriels en Amérique a connu un recul en 1943 depuis le sommet atteint en 1942, mais le rapport indique que ce recul fut léger. En 1943, la moyenne de la longévité prévue était de 63 ans et demi comparativement à 64 ans en 1942.

Ces chiffres se comparent à une longévité prévue de 60 ans depuis la naissance en 1935, 55 ans en 1921, 46 ans en 1911 et 34 ans en 1889, chez les travailleurs industriels détenteurs de polices d'assurance dans la compagnie.

Mouvement de la main-d'oeuvre aux Etats-Unis

Sur 1000 travailleurs mentionnés sur les bordereaux de paye en juin 1944, 54 ont abandonné leur emploi, 7 ont été congédiés, 5 ont été mis en disponibilité, 4 quittèrent leur emploi pour s'enrôler dans les forces armées, et un autre le quitta pour une autre raison, d'après les récentes statistiques du ministère du Travail des Etats-Unis.

Le taux de séparation militaire de 4 pour mille est de plus bas depuis l'entrée des Etats-Unis en guerre.

Le taux d'accroissement pour toute l'industrie manufacturière était de 75 pour mille, le plus élevé pour l'année courante.

On affirme qu'un abus de confiance relativement à la prochaine fin de la guerre a porté certains travailleurs à quitter immédiatement leur emploi de guerre pour retourner à leur emploi habituel de temps de paix.

Le taux de séparation pour les travailleuses dans les industries manufacturières était de 84 pour mille comparativement à 61 pour les hommes. Toutefois, les travailleuses furent embauchées au taux de 95 pour mille comparativement à 62 pour les hommes.

M. Léonce Girard chez les travailleurs en chaussures

M. Léonce Girard, secrétaire du comité paritaire de l'industrie de la chaussure, était l'invité d'honneur à la dernière assemblée régulière du local 249 des travailleurs de la chaussure.

M. Girard fit un discours des plus intéressants qui traitait de l'importance de la formation professionnelle dans l'industrie de la chaussure de la province de Québec. Ce discours peut brièvement se résumer comme suit: Il parla du but à atteindre et rappela aux employés qu'ils doivent mettre en pratique toutes les connaissances acquises sur les bancs de l'école et ce, au profit de l'industrie, faire en un mot un lien entre l'école et l'industrie. Il nota la nécessité d'impliquer aux employés la fierté de leur métier leur faisant connaître sa valeur économique, son histoire, et les lois qui le régissent.

Il faut, dit-il, donner à l'industrie une main-d'oeuvre plus stable qui cherchera non seulement à vivre de l'industrie mais à l'améliorer; donner à l'employé des connaissances générales de son métier afin de lui permettre de progresser dans son métier et de pouvoir occuper des fonctions plus élevées. Il parla également des principes à suivre du rôle du comité paritaire, de l'organisation, du programme, et du centre de formation.

Les membres écoutèrent avec une satisfaction apparente cette conférence et plusieurs manifestèrent le désir de suivre ces cours. Le président Jos. Giroux, Chas. McKercher, L. Thibault et quelques membres de notre organisation remercièrent chaleureusement M. L. Girard pour les bonnes paroles qu'il a adressées.

Le Conseil exécutif discuta de la situation présente dans notre industrie et il est d'opinion que tous doivent se préparer pour l'avenir et être prêts à envisager la situation d'après-guerre. L'exécutif veut par là éviter aux ouvriers de la chaussure des changements regrettables qui pourraient survenir dans les conditions actuelles.

L'exécutif tiendra son assemblée régulière vendredi le 15 décembre et l'union tiendra la sienne le 22 décembre.

Achetez des timbres d'Epargne de Guerre et hâtez le retour au foyer de nos gars qui luttent pour la démocratie.

Activités de l'Association internationale des machinistes

Une question de légalité de contrat s'est élevée entre la Compagnie Noorduyn Aviation et la Loge 712 de l'Association internationale des machinistes à l'effet que le contrat de travail n'existait plus durant la période des négociations. La compagnie soutenait que celui-ci ne devait pas être en force durant cette période.

A la suite d'une demande faite par la Loge 712 auprès de la Commission des relations ouvrières de la province de Québec celle-ci supporta la demande de l'Association des machinistes à l'effet que le contrat de travail demeurerait en force durant toute la période des négociations.

Le conseil de district des machinistes est en train d'organiser les employés à la Compagnie Electroliner Limitée. L'organisation va bon train et dans un avenir très rapproché on demandera certification sous la loi des relations ouvrières de la province de Québec.

Le contrat de travail avec la compagnie D.I.L. de Verdun et le local 1594 de l'Association internationale des machinistes vient d'être signé.

Le Conseil de la métallurgie a signé un contrat couvrant tous les corps de métiers au plant Cherrier maintenant la D.I.L. Munitions.

Tous les corps de métiers sont inclus dans ce contrat tels que les machinistes, les plombiers, les charpentiers, les travailleurs du métal en feuille; tous sont couverts par ce contrat qui leur garantit de bonnes conditions de travail.

Elections chez les débardeurs

Le Local 375, de l'Association Internationale des Débardeurs tenait dimanche le 3 décembre dernier, son élection annuelle pour un agent d'affaires, le confrère Donat Bibeault fut réélu à cette charge, pour un septième terme consécutif, avec une très forte majorité. Le président Karl Trolsaas et le secrétaire-trésorier, J.-M. Shannon furent réélus par acclamation, lors de la mise en nomination.

Les autres officiers élus au cours de l'assemblée spéciale tenue dimanche le 26 novembre dernier, sont les suivants:

Premier vice-président, Alphonse Fortin; deuxième vice-président, Arthur Gravel; interprète, Georges Duchaine; secrétaire - archiviste, français, Hector Marchand; secrétaire-archiviste anglais, Léo Brotherton; sergents d'armes, Lucien Morel et Téléphore Brulé; maréchaux, Amable Lafontaine et Henri Lemieux.

Les membres sont aussi tenus de prendre bonne note que la prochaine assemblée du Local aura lieu le 17 décembre prochain.

Clause de sécurité syndicale et de retenue syndicale

Treize conflits résultant de requêtes de syndicats pour l'insertion de clauses de sécurité syndicale et de retenue syndicale dans une convention collective ont fait, depuis janvier 1944, l'objet d'enquêtes de la part de commissions de conciliation établies en vertu des Règlements sur les Relations ouvrières en temps de guerre ou en vertu de la loi, maintenant remplacée, d'enquête en matière de différends industriels.

Dans ces cas le syndicat a ordinairement demandé un atelier fermé ou un atelier syndical. En aucun cas la commission de conciliation n'a recommandé un atelier fermé.

Une recommandation plus communément faite par une commission est un compromis entre la compagnie et le syndicat sous forme de clause de maintien d'affiliation. Une telle clause a été recommandée à l'unanimité dans trois cas; et elle a été recommandée par quatre rapports majoritaires, le représentant patronal étant dissident. Dans un cas le rapport majoritaire se prononça contre le maintien d'affiliation, alors que le représentant des travailleurs l'approuvait. Le syndicat a, dans deux cas, laissé librement tomber sa demande de clause de sécurité syndicale, tandis que dans un autre cas la commission a décidé à l'unanimité contre une telle clause, alléguant que le syndicat concerné avait moins d'une année d'expérience dans la négociation collective. Le rapport de commission dans le dernier cas recommanda qu'une clause de sécurité syndicale dépende du résultat des négociations du syndicat avec les autres employeurs de la même région.

Les recommandations des diverses commissions (qui n'obligent aucune partie en conflit) peuvent être résumées comme suit:

Atelier syndical recommandé dans un rapport majoritaire 1
 Maintien d'affiliation recommandé à l'unanimité 3
 Maintien d'affiliation recommandé dans un rapport majoritaire 4
 Maintien d'affiliation auquel s'oppose un rapport majoritaire 1
 Sécurité syndicale librement laissée par le syndicat 2
 Atelier syndical auquel s'oppose à l'unanimité la commission 1
 Sécurité syndicale dépendant du succès des négociations avec d'autres employeurs 1

Les requêtes pour la retenue syndicale accompagnaient ordinairement les demandes de clause de sécurité syndicale. Des treize cas mentionnés ci-dessus, onze comportaient une question de retenue syndicale. Celle-ci fut unanimement recommandée quatre fois, et dans deux cas la commission a rapporté qu'elle avait été librement consentie par la compagnie. La retenue syndicale a aussi été recommandée dans trois rapports majoritaires, le représentant de l'employeur étant dissident. Dans un cas, la majorité s'y opposa et dans le dernier cas, les trois membres de la commission s'y opposèrent.

Un résumé des recommandations concernant la retenue syndicale est donné ici:

Retenue syndicale recommandée à l'unanimité	4
Librement consentie par l'employeur	2
Recommandée dans le rapport majoritaire	3
Désapprouvée par le rapport majoritaire	1
Désapprouvée à l'unanimité	1
	11

L'Union Economique d'habitants

Un événement de grande importance se déroulera à la Cité-Jardin du Tricentenaire dimanche, le 10 décembre, alors que sera inaugurée la paroisse Notre-Dame-du-Foyer, sous le haut patronage de S. Exc. Mgr. Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, qui nommait récemment M. l'abbé René Bachand curé de cette nouvelle paroisse.

La messe officielle sera chantée à dix heures par M. le curé Bachand et le sermon de circonstance prononcé par le R. P. Jean d'Auteuil Richard, conseiller social de l'Union Economique d'Habitants, en la nouvelle chapelle que l'on vient à peine de terminer au rond-point se trouvant à l'extrémité de l'avenue des Marronniers.

Au cours de la journée, il y aura bénédiction de nouvelles maisons avenues des Méeses et des Sorbiers, dans la Cité-Jardin qui fait aujourd'hui l'orgueil de ses quelque 150 familles, heureuses d'habiter un foyer qui leur appartient, dans un milieu social offrant toutes les garanties morales, religieuses et matérielles.

L'Union Economique d'Habitants a annoncé que cette fête marquera l'ouverture officielle d'une grande campagne éducative destinée à renseigner la population de toute la province sur les moyens et les avantages de "devenir propriétaire en payant son loyer".

En raison du nombre relativement petit de travailleurs concernés, et des autres circonstances de ce cas.

Le genre de clause de retenue syndicale généralement favorisé par les commissions requiert que chaque travailleur fasse une demande écrite à l'employeur, l'autorisant à déduire chaque mois le montant de ses contributions syndicales et de remettre ce montant au trésorier du syndicat.

Un résumé des recommandations concernant la retenue syndicale est donné ici:

Retenue syndicale recommandée à l'unanimité	4
Librement consentie par l'employeur	2
Recommandée dans le rapport majoritaire	3
Désapprouvée par le rapport majoritaire	1
Désapprouvée à l'unanimité	1
	11

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que The Churches of the Nazarene de la province de Québec, d'une dénomination protestante fera application à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la Province de Québec à leurs prochaines sessions pour obtenir une loi l'incorporant comme un corps ecclésiastique, politique et corporatif, ayant pour but l'établissement de congrégations à travers la province, pour promouvoir le travail religieux en accord avec les croyances et principes de ladite dénomination et de donner à ladite dénomination le droit d'accomplir des actes de statuts civils et de tenir un registre desdits actes.

Le Bill à être présenté contiendra les privilèges généralement accordés ainsi que les obligations usuelles, requises de telles organisations religieuses.

Daté à Montréal dans la province de Québec, le 27 octobre 1944.

HOWARD S. ROSS,
 57 rue St. Jacques O.
 Montréal, Que.
 Procureur des requérants.

Tél.: CA. 4343

Rés.: OR. 5557

EXAMEN DE LA VUE — EYES TESTED

Edgar Lussier, B.A., Ba. O.

Spécialiste-optométriste — Eyesight Specialist

6610A, rue St-Hubert

MONTREAL

Examen de la Vue
Lunettes — Réparations

YO. 4014

Eyes Tested
Glasses Fitted

A. GINGRAS, O. D.
OPTOMETRISTE — SIGHT-SPECIALIST

des ouvriers syndiqués
Visiteur aux écoles

for trade-union workers
Eye Inspector for Schools

4222 Wellington VERDUN coin GALT corner

Buanderie-IMPERIAL - Laundry & SUPLPY CO.

TEINTURIERS — NETTOYEURS • DYERS AND CLEANERS
Excellent service de blanchissage • Superior Laundry Service

Lavage de famille à prix modérés
Family Washing at Popular Prices

Téléphonez FALKirk 1179 Call FALKirk 1179
1471, RUE PARTHENAIS 1471 PARTHENAIS STREET

Spécialités : GERBES DE NOCES, TRIBUTS FLORAUX

"MIAMI"
FLEURISTES

J. O. CHARTRAND, Prop.

FRontenac 7990

Serres et Magasin :
3976 EST, ONTARIO MONTREAL

"SIMPLEX"
FLOOR FINISHING APARTMENT CO., LTD.

Fondée en 1907

SABLAGE SANS POUSSIÈRE — RACLAGE ET FINITION
Nous posons tout genre de parquets.
Poseur breveté des Tuiles Asphaltées de Canadian Johns-Mancille.
CIRES ET POLIS A PLANCHER.
Nous louons des appareils à sabler et des polisseuses.

1065, rue BLEURY, MONTREAL. LAncestor 2026
Appels de nuit : DUpont 3465.

HARbour 8339 VETEMENTS SUR MESURE

DE SERRES & GAMACHE

Complets — paletots — tailleurs pour dames
uniformes.

Henri DeSerres Edifice St-Denis — Chambre 55.
Marcel Gamache 354 est, Ste-Catherine

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART
nous vous invitons à nous permettre de faire la vérification des contrats d'assurance dont vous disposez.

J. B. DUPUIS & FILS, LIMITEE
SPECIALISTE EN ASSURANCES

ETABLIE EN 1900

459, rue St-Jean, MONTREAL. MARquette 9251

MAISON WALTERS INC.

Ladies' Ready-to-Wear — Furriers
Confection pour dames — Fourrures

Coats, Fur Coats, Children's Coats, and Dresses
We also make specials — Nous faisons aussi spéciaux

1224 St. Catherine Street East Tel. FRontenac 7360

Economisez Sucre — Thé — Café
Buvez plus de lait
"La Nourriture la plus Complète"

J. Joubert
LIMITED

4141 St-André FR. 3121

Annuaire du Canada 1943-1944 maintenant disponible

L'édition 1943-1944 de l'Annuaire du Canada a été publiée récemment par le Bureau fédéral de la Statistique sur l'autorisation du ministre du Commerce et de l'Industrie, l'honorable James A. MacKinnon.

Avant 1943, l'Annuaire du Canada était publié chaque année depuis les premières années de l'histoire du Dominion. Il a été le dossier statistique officiel du développement du pays — ses ressources, institutions et conditions sociales et économiques.

En raison des économies de guerre toutefois, l'édition de 1943 n'a pas été publiée et l'édition distribuée en septembre couvre les développements d'une période de deux ans, peut-être la plus importante au point de vue des changements dans l'économie intérieure du pays que toute autre période de l'histoire du Canada.

Afin d'inclure tous les renseignements nouveaux nécessaires et en même temps maintenir le volume dans des proportions convenables, cette édition contient des références à des éditions antérieures pour les renseignements réguliers. Les principaux articles traitent de sujets variés tels que la situation actuelle du Canada dans le Commonwealth britannique; la météorologie dans ses rapports à la science de l'aviation; le développement des marécages relativement à la production de la fourrure et à la réadaptation des animaux à fourrure; et l'expérience faite par le gouvernement canadien sur les rennes.

Comme preuve des bouleversements que la guerre a apportés à la structure économique de la nation, les statistiques de presque tous les chapitres de l'édition courante de l'annuaire reflètent l'importance du rôle accompli par la production de guerre et les contrôles de guerre dans le maintien de la production et l'appui de la structure des prix contre la pression exercée de toutes parts. Le sujet de l'impôt sur le revenu a été traité d'une manière plus étendue et les finances fédérales, provinciales et municipales ont été étudiées avec soin. Des développements remarquables dans le système des impôts ont été considérés, mais en raison de la réorganisation des statistiques de l'impôt sur le revenu rendue nécessaire par le changement de la base et de la manière du paiement de cet impôt au cours des deux dernières années, ce sujet n'a pu être traité dans cette édition d'une manière aussi complète que dans les éditions antérieures.

Les tableaux détaillés, compilés pour montrer les droits de succession combinés sur une base fédérale et provinciale sur des successions modèles s'avèreront, il n'en faut pas douter, utiles et éducatifs.

Des renseignements spéciaux ont aussi été introduits dans plusieurs autres chapitres pour coordonner et expliquer les effets de la guerre. Les suivants sont représentatifs: la guerre et l'agriculture canadienne; l'influence de la guerre sur l'industrie de la pulpe et du papier; l'effet de la guerre sur les pêcheries canadiennes; l'influence de la guerre actuelle sur l'industrie manufacturière; les contrôles de guerre affectant la distribution et le commerce; le contrôle des transports en temps de guerre; les réajustements de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre dans le contrôle des prix, des loyers et des approvisionnements.

Les plans avancés pour l'établissement de nouveaux ministères du Bien-être social, de la Reconstruction et des Affaires des anciens combattants rend le relevé du travail déjà accompli au Canada relativement au bien-être social et au rétablissement d'après-guerre du personnel des forces armées d'intérêt et de la valeur considérables. Dans les éditions antérieures, le traitement de ces sujets était réparti dans les diverses administrations s'occupant de travail de ce genre, ce qui rendait difficile l'obtention d'une image coordonnée du sujet dans les anciens annuaires.

Les prochaines élections municipales

LA CANDIDATURE DE M. ADHEMAR RAYNAULT

Une délégation de citoyens s'est présentée la semaine dernière chez M. Adhémar Raynault, maire de Montréal, et lui a demandé de poser sa candidature aux prochaines élections à la mairie.

M. Raynault s'est intéressé activement aux affaires municipales depuis un grand nombre d'années et il y a acquis une longue expérience qui lui permet de rendre d'utiles services à ses concitoyens.

La vie municipale montréalaise offre un caractère particulier en ce qu'elle a presque toujours été fort influencée par la politique extérieure. Il fut un temps où l'administration municipale était, à toutes fins pratiques, une sorte de ministère du gouvernement provincial, une chasse gardée et très riche où le patronage s'exerçait librement, de façon plantureuse. On conçoit que Montréal, grand centre de l'argent et des affaires, où le budget annuel dépasse les cinquante millions de dollars, est de nature à exciter les convoitises du monde politique.

Montréal, comme cité, a tout intérêt à ne s'occuper que de ses affaires, à ne pas se prêter comme tremplin aux ambitions politiques de l'extérieur et à choisir de préférence ceux qui veulent s'intéresser surtout à ses affaires. Cela ne signifie pas que l'administrateur montréalais doit être régulièrement hostile aux autres gouvernements, ce qui serait une politique sottise.

Mais Montréal ne doit pas transporter dans le champ municipal les conflits de politique extérieure.

Car alors tout le mécanisme électoral, le fanatisme partisan dans ce qu'ils ont de plus nocif viennent s'intégrer à la vie civique. En sorte que le souci dominant n'est plus notre ville, mais le succès d'un parti. Non seulement l'esprit de l'électeur se trouve détourné de ce qui devrait être le seul et unique souci, mais le but de l'élection est faussé puisqu'elle n'est plus qu'un paravent pour d'autres fins.

De même il faut se rappeler que l'administration d'une cité est, comme en d'autres domaines, affaire de qualifications appropriées. Si l'on doit écarter ceux qui s'y révèlent incapables ou nuisibles, il convient d'appuyer les gens qui y sont fait preuve d'intégrité, de savoir et dont les années d'expérience en font en quelque sorte de véritables spécialistes.

En somme, le règne Raynault a été satisfaisant et M. Raynault à la hauteur de sa tâche. Sauf une candidature exceptionnellement élevée et d'un mérite transcendant, il ne paraît pas y avoir lieu d'écarter le maire présent. Ses bons états de service l'imposent plutôt à la population de Montréal. — Alexis GAGNON, dans le Devoir du 14 novembre 1944. — (Communiqué).

LES ALIMENTS MELANGES COMMERCIAUX

On a abrogé la restriction sur les espèces et les marques de commerce des aliments mélangés commerciaux, du bétail, du porc et de la volaille. Le décret fixait encore la teneur en protéine des différentes espèces d'aliments et restreignait le nombre de marques de commerce de chaque classification. On doit encore inscrire les marques de commerce en vertu de la Loi sur les Aliments de Bétail.

L'annuaire de 1943-1944 du Canada compte plus de 1,000 pages et traite de tous les aspects de la vie de la nation, particulièrement ceux qui se réduisent facilement en données statistiques. Le chapitre sur la population donne une idée, aussi précise que possible au moment de la publication, du recensement de 1941 et un appendice donne une analyse complète des emplois de la population canadienne.

On peut obtenir l'annuaire de l'Imprimeur du Roi, à Ottawa, contre versement de \$1.50.

Ne fumez pas dans magasins

Le président et les directeurs de la Ligue de Sécurité de la province de Québec lancent un pressant appel à tous les citoyens de Montréal et autres grandes villes qui circulent dans les édifices publics et les magasins, surtout à l'approche des fêtes, leur demandant de bien vouloir s'abstenir de fumer dans ces endroits si fréquentés.

Tous les magasins de New York affichent des avis portant la signature du commissaire du Service des Incendies et avertissant le public que fumer dans les magasins constitue un délit grave. Des récipients sont placés aux diverses entrées des magasins et au moyen d'affiches appropriées, on invite toutes les personnes à y déposer leurs cigares et cigarettes allumés en entrant.

On mentionne que ces précautions du Service des Incendies de New York sont inspirées par la crainte de voir des incendies et des paniques se déclarer dans les divers magasins. Il ne fait pas de doute que de semblables mesures de prudence devraient exister dans toutes les villes importantes de la province.

Naturellement, ces règlements s'appliquent aussi bien aux femmes qu'aux hommes, et la Ligue demande à tous de collaborer afin d'éviter autant que possible les incendies et les paniques durant le temps des fêtes.

Le Conseil consultatif de la Formation professionnelle

Le Dr Fletcher Peacock, directeur des Services éducationnels, de Fredericton, Nouveau-Brunswick, a été nommé au Conseil consultatif de la Formation professionnelle pour un terme de trois ans commençant le 1er décembre. C'est ce qu'a annoncé M. A. MacNamara, directeur du Service sélectif national.

Le Dr Peacock remplacera le Dr W. V. Longley, directeur du service d'extension au Collège d'agriculture de la Nouvelle-Ecosse, à Truro, qui démissionna récemment.

Cinq autres membres du Conseil consultatif ont été nommés pour des nouveaux termes de trois ans à compter du 1er décembre. Ce sont MM. E. R. Complin, de la Canadian Industries Limited à Montréal; N. S. Dowd du Congrès canadien du Travail à Ottawa; le Dr F. H. Sexton, directeur de la Formation technique à Halifax, Mlle B. Oxner, directrice du Travail féminin à l'Université de la Saskatchewan et M. J. C. Herwig, secrétaire de la Légion canadienne, à Ottawa.

Le Conseil consultatif de la Formation professionnelle canadienne, sous la présidence du Dr G. F. McNally, sous-ministre de l'Instruction pour l'Alberta, est composé de quinze membres représentant les employeurs, les employés, les vétérans, les cultivateurs, les groupes féminins et les services provinciaux de formation technique. Le Conseil se réunit régulièrement à Ottawa pour aviser le Ministre du Travail sur la formation professionnelle pour les vétérans et les civils qui désirent apprendre un métier.

IL LEUR DONNE DES NOUVELLES DU PAYS

"Il est réconfortant de savoir qu'il y a quelqu'un au pays qui ne demande qu'à nous rendre service et qui nous donne régulièrement des nouvelles du patelin", écrit un ancien employé des messageries du Canadien National, actuellement en service outre-mer, à M. Harry Whiteman, agent des terminus du Réseau National à la gare Centrale.

Depuis le début des hostilités, M. Whiteman est en relation avec les anciens employés de son service et les lettres de remerciements qu'il reçoit de tous les coins où la bataille fait rage prouvent que son geste est apprécié des employés du chemin de fer.

LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD

Est publié par la Fédération provinciale du Travail du Québec chaque semaine, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province. Exécutif : J. Elphège Beaudoin, président, Jos. Matte, J.-B. Arsenault et Chs.-E. Chalifour, vice-présidents; Gustave Franco, secrétaire-trésorier et rédacteur; Marcel Franco, administrateur; Henri Richard, rédacteur associé. Adressez toutes les communications à 11, rue Saint-Paul Ouest

Téléphone : LANCASTER 7808

Imprimé par Mercantile Printing Ltd., 11 ouest, rue Saint-Paul, Montréal



Is published by the Quebec Provincial Federation of Labor weekly, for the purpose of promoting legislation towards the protection and advancement of the working class of the Province of Quebec.

Executive : J. Elphège Beaudoin, president, Jos. Matte, J. B. Arsenault and Chs. E. Chalifour, vice-presidents, Gustave Franco, secretary and editor; Marcel Franco, manager; Henri Richard, associate editor.

Address all communications to 11 St. Paul Street West

Telephone : LANCASTER 7808

Printed by Mercantile Printing Limited, 11 St. Paul Street West, Montreal

YOUR UNION

Have you ever stopped to consider what very poor support you are giving your Union officers in not attending your Union meetings? Your officers spend countless hours on committees, besides doing Union business on their lunch hours; and all this to improve your standard of living.

Frankly, I think members ought to be ashamed of themselves for not giving at least two or three hours of their time each month, to encourage those who give countless hours willingly.

Your officers need your support. They need your ideas. They cannot get these ideas unless you attend your meetings. As for the younger members, they should attend and get themselves known in order that they may be in a position to carry on.

We realize that some of the meetings are not as interesting as they might be. Give us your ideas, and we will make improvements.

There are problems confronting us now that cannot be solved without the complete cooperation of all of the members. The time is fast approaching when we will have to make decisions which will have a vital bearing on your welfare for years to come.

DECLARATION CONJOINTE PAR LE CANADA ET LES ETATS-UNIS

Au cours des six premiers mois de 1945, les livraisons canadiennes de papier à journal aux Etats-Unis se maintiendront au même rythme qu'en 1944, c'est-à-dire environ 200.000 tonnes par mois. Au cours des six premiers mois de 1945, les expéditions canadiennes aux Etats-Unis atteindront le taux annuel de 1.000.000 tonnes, comparativement à 1.100.000 en 1944. Cette réduction résulte de la nécessité, reconnue par tous, que le Canada doit fournir des quantités supplémentaires de pâte mécanique à la Grande-Bretagne et aux autres pays alliés. Les livraisons de papier à journal, pour fins canadiennes, seront maintenues au cours du premier semestre de 1945, au même taux qu'en 1944. Les exportations canadiennes de bois de pâte, au cours de 1945, se chiffreront au minimum de 2.250.000 cordes, sujets à des ajustements plus élevés. Les rapports de la production de bois au Canada au cours de la présente saison sont des plus encourageants.

NOMINATION DE M. RAOUL E. GODBOUT

La Commission des Prix et du Commerce annonce aujourd'hui la nomination de M. Raoul E. Godbout, de Montréal, au poste d'adjoint de M. F. S. Grisdale, coordonnateur adjoint des produits primaires à l'administration des vivres de la Commission. M. Godbout, qui est un ancien président du Conseil canadien d'horticulture, a été administrateur de la Coopérative des maraichers de Québec pour les dix dernières années. Il avait auparavant eu une longue expérience du commerce des produits dans l'Ouest du Canada.

Pour Appointment For Appointment
HA. 2810

Dr. Henri St-Germain

Chirurgien DENTISTE Surgeon DENTIST

Edifice HENRY BIRKS Building
Suite 206
1240 Carré PHILLIPS Square

Tél. LANCASTER 3858

Salon de Fleurs St-Denis

1590, rue SAINT-DENIS
(Edifice du Théâtre Saint-Denis)

Spécialités :
Bouquets de Noces, Tributs floraux

Escompte de 10% aux membres des unions ouvrières.

Mme ROVIRA — Rés. MA. 8488

EXAMEN de la VUE

par J.-L. Phoenix, O. D.

OPTOMETRISTE-OPTICIEN

Diplômé de l'Université

AU SALON D'OPTIQUE
Chs. O. ST-JEAN L'ÉVE

Téléphone: AM. 2121

O. St-Jean

BIJOUTIERS DIAMANTAIRES

Un seul magasin à Montréal:
1215 est, rue Sainte-Catherine

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que Joseph William Henry Beausoleil, commis, actuellement en service militaire outre-mer, s'adressera au Parlement du Canada, à la prochaine session ou si son application ne soit pas alors entendue ou disposée, à la session suivante, afin d'obtenir un Bill de Divorce de son épouse, Ethel Hobson Beausoleil, de Montréal, pour cause d'adultère.

Montréal, 1er décembre, 1944.

MERGLER & MERGLER,
Procureurs du requérant,
261 rue ouest St. Jacques,
Montréal, Que.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que William Cyril Sparks, de Montréal, Québec, porteur de chemin de fer, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou à sa prochaine session afin d'obtenir un Bill de Divorce d'avec son épouse, Ella Mae Clyke Sparks, pour cause d'adultère et abandon.

Montréal, 30 novembre, 1944.

MERGLER & MERGLER,
Procureurs du requérant,
261 rue ouest St. Jacques,
Montréal, Que.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que Nathalie Helfmann Bilias, de Montréal, Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou à sa prochaine session afin d'obtenir un Bill de Divorce d'avec son époux, Maurice Bilias, inspecteur d'outils, de Longueuil, Montréal, Québec, pour cause d'adultère et abandon.

Montréal, 1er décembre 1944.

MERGLER & MERGLER,
Procureurs de la requérante,
261 rue ouest St. Jacques,
Montréal, Que.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que Benjamin Charles Stafford, de Montréal, Sous-Officier de la Marine Canadienne, s'adressera au Parlement du Canada, à la prochaine session ou al son application ne soit pas alors entendue ou disposée, à la session suivante, afin d'obtenir un Bill de Divorce de son épouse, Olive Maude, Woodroffe Stafford, de Montréal, pour cause d'adultère.

Montréal, 13 novembre, 1944.

MERGLER & MERGLER,
Procureurs du requérant,
261 rue ouest St. Jacques,
Montréal, Que.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que William John Mitchell, constable, de Montréal, Québec, s'adressera au parlement du Canada, à sa présente ou à sa prochaine session afin d'obtenir un bill de divorce d'avec son épouse, Ethel Loretta Marvin, Mitchell, de Montréal, maintenant de lieux inconnus, pour cause d'adultère et abandon.

Montréal, 13 novembre, 1944.

MERGLER & MERGLER,
Procureurs du requérant,
261 rue ouest St. Jacques,
Montréal, Que.

COUR SUPERIEURE

Province de Québec,
District de Montréal,
No 231721

Dame Aurora Perliard, épouse commune en biens de Rodolphe Potvin, autrefois de Hull et Montréal dans la Province de Québec et maintenant de lieux inconnus, d'unement autorisée aux fins des présentes par jugement de cette Honorable Cour en date du 16 novembre 1944,

vs

Rodolphe Potvin, autrefois de Hull et Montréal dans la Province de Québec et maintenant de lieux inconnus,

Défendeur

Il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois.

Montréal, le 27 novembre 1944.

A. GRIMARD,
Député-Procureur.

Howard S. Ross, K.C.
57 rue Saint-Jacques Ouest
Montréal.
Procureur de la demanderesse.
49-50

COUR SUPERIEURE

Province de Québec,
District de Montréal,
No 231965.

Dennis Stuart Whyte, Gérant, des cité et district de Montréal,

vs

Dame Edna Amelia Williams, épouse séparée de biens dudit Dennis Stuart Whyte, Gérant, des cité et district de Montréal, et d'unement autorisée aux fins des présentes par lui.

Défenderesse

Il est ordonné à la défenderesse de comparaître dans le mois.

Montréal, le 27 novembre 1944.

A. GRIMARD,
Député-Procureur.

Howard S. Ross, K.C.
57 ouest St-Jacques,
Montréal.
Procureur du demandeur,
49-50

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que Rose Acemsky, ménagère, de la cité de Montréal, Province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à la prochaine session, afin d'obtenir un Bill de Divorce de son époux, Samuel Lawrence Bloom, commis, de la cité de Montréal, Province de Québec, pour cause d'adultère et d'abandon.

Daté à Montréal, Province de Québec, ce 15e jour de novembre 1944.

ADOLPHE GARDNER, K.C.,
Procureur de la requérante.

SAVIEZ-VOUS...

- ... que la TUBERCULOSE est responsable du décès de 682 citoyens de Montréal en 1943, près de cinq fois plus qu'à Toronto?
- ... que ce même microbe tue 6 fois plus de jeunes gens de 15 à 25 ans que toutes les maladies contagieuses réunies, et plus de gens de 15 à 40 ans que toute autre maladie?
- ... qu'un fort pourcentage des cas de tuberculose sont susceptibles de guérison lorsque la maladie est prise au tout début?

LA LIGUE ANTITUBERCULEUSE DE MONTREAL Inc.

travaille justement à dépister les cas de Tuberculose dans les industries et établissements, et autres institutions, afin de permettre à ceux qui sont menacés par le microbe infectieux de se faire soigner en temps.

Aidez la Ligue à vous Protéger!

Si vous n'avez pas encore souscrit aux fonds de sa campagne, et désirez que la Ligue poursuive son travail,

Envoyez votre chèque à LA LIGUE ANTITUBERCULEUSE INC.
507, PLACE D'ARMES

ACHETEZ ET UTILISEZ LES TIMBRES DE NOËL

La Ligue a radiographié, depuis le début de 1944, les et établissements de commerce suivants:

poumons de plus de 57.000 employés dans les industries

	Nombre d'examen		Nombre d'examen
Brasserie Molson	862	Hospice St-Antoine	472
Robert Mitchell Co. Ltd.		Canadian Safety Fuse Co. Ltd.	115
Usine Bélair	2,045	The Bell Telephone Co. of C.	2,548
Usine St-Laurent	297	Brasserie Black Horse	470
Canada Packers Ltd.	742	Brasserie Frontenac	662
United Shoe Machinery Co., Ltd.	552	Dominion Rubber Co. Ltd.	1,337
Noorduyn Aviation Ltd		Dupuis Frères Ltée	
Cartierville	9,547	Magasin	923
Longue-Pointe	1,323	Comptoir postal	362
Delorimier	274	Radio-Canada	228
Canadian Vickers Ltd.		Catelli Food Products Ltd.	260
Usine Notre-Dame	3,846	Dominion Bridge Co., Ltd.	1,314
Vickers Aircraft	6,698	Dominion Engineering Works Ltd.	1,577
Defence Industries		Engineering Products Ltd.	517
Usine Villeray	1,563	Angus Shop (C.P.R.)	6,108
Usine Montréal	2,000	Northern Electric Co. Ltd.	
Canadian Car & Foundry Co., Ltd.		Bureau Côte Beaver Hall	26
Usine Dominion	1,066	Stowell Screw Co., Ltd.	119
Usine Turcot	1,407	Jenkins Brother	452
Distillers Corp. Seagrams Ltd.	765	Canadian Silk Products, Sherbrooke	512
Canadian Industries Limited (Brownsburg)		T. Eaton Co.	
Dominion Ammunition Division	900	Manufacture de Montréal	504
Plastic Division	100	Maison Ste-Domitille	630
		Maison Ste-Lorette	225

YOUR MAYOR AND HIS RECORD

VOTRE MAIRE ET SON PASSE

ELECTIONS
ARE WON
BY
VOTING

VOTE



LES ELECTIONS
SE GAGNENT
EN VOTANT

VOTEZ

Adhémar RAYNAULT

I have no other program but that of creating an atmosphere of dignity and of thought.

Electing me, no one need fear that I will quit my job halfway through. I have never abandoned a post of honor or of service entrusted to me by the public.

It is on my past record, my wide-open life, my public activities as Mayor of Montreal, that I base my request that you give me, once more, the vote of all right-thinking citizens.

ADHEMAR RAYNAULT

Créer une atmosphère de dignité et de réflexion, voilà tout un programme.

En m'élisant nul ne doit craindre que je quitterai mon poste avant la fin de mon mandat. Je n'ai jamais abandonné un poste d'honneur et de confiance que le public m'avait confié.

C'est sur mon passé, ma vie "ouverte", mes activités publiques comme Maire de Montréal, que je vous invite, de nouveau à m'accorder le vote de tout citoyen bien pensant.

ADHEMAR RAYNAULT

YOUR CITY'S WELFARE IS AS IMPORTANT AS YOUR COUNTRY'S.
EXERCISE YOUR SACRED PRIVILEGE AND VOTE ON ELECTION DAY.

LE BIEN-ETRE DE VOTRE CITE IMPORTE AUTANT QUE CELUI DE VOTRE PAYS.
LE SCRUTIN EST UN PRIVILEGE SACRE DONT ON DOIT USER. VOTEZ.

Stand By King!

Back Prime Minister! — No One Could Have Done More or Better.

By JOHN GIBSON

In his fight to maintain national unity, the Prime Minister has demonstrated not only fearlessness but determination in doing all he can to meet the onslaught of those who deliberately set out to arouse the people against him because of his alleged neglect in sending our men overseas the necessary reinforcements.

Mr. King when Parliament resumed to discuss the situation faced the men who are out to disrupt his government. He fought with all the doggedness that characterized his doughty grandfather. In these days of storm and stress, with a political price upon the head of our devoted Prime Minister set by those baying at his heels, we can almost visualize him as the reincarnation of that stubborn fighter for justice, William Lyon Mackenzie. He fought the Tories of this day as his distinguished grandson is fighting them to-day.

No one has given so unselfishly of all the best within him developed by experience and inherited from great ancestors than William Lyon Mackenzie King. He has borne stupendous burdens; yet, he never complained or flinched in the carrying out of his duty. He knows the political complexion of this country as well as the differences due to race, faith, and language. As a lover of mankind, he believes and has fought to establish the principles of co-operation and goodwill between classes and groups within the nation and between nations.

Canada has had Prime Ministers who have made their mark, but no one since Confederation has been called upon to assume such great responsibilities as the present Prime Minister. He has carried out tasks that are almost herculean. Instead of getting that support that he should and can really demand, even from those in opposition, he has been subjected to constant violent and vindictive attacks. His defence of the people of this province in an address that can properly be regarded as a masterpiece demonstrates that no one is better qualified to carry out his duties as the head of the government than he is.

As a keen student of history he is aware that to kindle the fire of interracial or religious animosities is to not only disrupt but destroy the state.

Notwithstanding all that his opponents have and may still say, the honest working man who understands his motives and approves of his policies believes in him since he knows that Mackenzie King has never thought or planned in terms that would contribute to his personal profit or aggrandizement, but solely and wholly to serve the people whose well-being he has at all times regarded as a sacred obligation devolving upon him.

It is quite likely that in the very province whose people he has worked so hard to serve that agitators, as well as little Canadians and ultra-nationalists, and parochial fascists, will seek to capitalize his change of policy in order to cause disturbance and create dissension.

Let me appeal to my French-Canadian fellow-citizens to not allow themselves to be in any way influenced by appeals made to them by men belonging to the groups above mentioned. I make this appeal because I feel that they have no warmer and more devoted friend than the Prime Minister. In practically every one of the eight provinces, he has been accused of favoring Quebec at the expense of the other provinces. This is not true. He still wants harmony and unity and if he sought to maintain the principle of voluntary enlistment as against compulsion it was because of his knowledge of what took place during the last war.

No matter what his detractors may say, Mackenzie King is first and foremost a Canadian. He abhors distinctions because of differences of race or faith. He thinks and plans in terms of Canadian nationality. In 1939, he led a united nation into war at the side of the Mother country. What Canada has accomplished in building an army, navy, and air force, producing munitions and food on a scale hitherto unprecedented really borders upon the marvellous.

The Prime Minister has at all times been social-minded. He is anxious to improve the economic welfare of even the humblest worker. His studies and contact with men have awakened a very powerful desire to do all that his powers and office permit to help the men and women dependent upon their labor or skill for a livelihood. He has made Canada a great nation; one that is not only respected but admired by the citizens and peoples of countries far larger in population and wealth.

Let us not forget what the Right Honourable Winston Churchill said when he introduced the Prime Minister to the members of the House of Commons. On this historic occasion, The British Prime Minister speaking of the Canadian Prime Minister said:

"But I say without hesitation that there was no other man, and perhaps there was no other career that another man could have followed, which would have enabled our honoured guest this afternoon to lead Canada united into the heart of this world-shaking struggle."

This was a great and well-deserved tribute. Mackenzie King seeks nothing more than to lead a united Canada. The workers who are not bound to parties can much better appreciate the sacrifices, abilities, and selflessness of Mackenzie King than those who seek to politically destroy him. Throughout the years since the war began the Cabinet was united. There have been fewer defections from the Mackenzie King government than any other within the British Empire or nations that are associated in fighting Hitler.

Facts About Tuberculosis

THE SITUATION

"Tuberculosis", points out Mr. Paul de Kruif, in an article on the "People's Death Fight" in Detroit, "is still the chief killer of all those who die between the ages of 15 and 40; while it still murders three times more children and young people than all other contagious diseases together". But while emphasizing these ages, this microbe is no respecter of persons; the younger and older are both vulnerable in Montreal.

According to figures given in the 20th annual vital statistic report of the Federal Bureau in Ottawa:

Out of 9,904 deaths in the City of Montreal, 647 citizens died of tuberculosis, in the year before the war. Of the total deaths caused by 16 contagious diseases, 62% constituted deaths by tuberculosis.

In 1943, whilst 2,823 citizens of the Province of Quebec died of tuberculosis, Montreal counted 692 who died of this disease.

CHECK UP

Mr. Paul de Kruif points out also that a high percentage of tuberculosis cases can be cured if the sickness is discovered and the disease attacked at the very beginning; and a good number of those in an advanced stage of infection can be cured if they receive proper care.

That is why, everywhere, the work of searching for tuberculosis cases, of detecting the disease at its early stage has been undertaken.

"The progress made," wrote Dr. G. J. Wherrett, a few years ago, "and the change in goal and outlook is reflected in the change in slogans under which tuberculosis workers have organized. In 1900, the slogan was: 'TUBERCULOSIS IS CURABLE'. 'During the last years the slogan gradually changed to 'TUBERCULOSIS IS PREVENTABLE'.

If preventable, it must be prevented.

And as 90 per cent of those affected by tuberculosis go to their doctors when they are in an advanced stage, there must be a work of detection made by a social institution.

The laymen who formed the Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc. understood the necessity of detecting the tuberculosis cases in order to prevent the progress and propagation of the disease.

The Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc. has been the first dependent institution in the Dominion to put as the aim of its activities the detection of tuberculosis cases through mass X-Raying.

WHERE SURVEYS MUST BE INITIATED

A recent inquiry by the National Tuberculosis Association throughout America revealed that the deaths brought on by tuberculosis

were numbered among professionals at 26.2 of 100,000 whilst among competent workers the figure rose to 102.1 and amongst unskilled workmen to 184.9 out of 100,000.

The X-Ray examinations in industry constituted, then, the main step in the work of detection.

Dr. A. Riddell of the Department of Health of Ontario, recently declared that out of 200,000 workers in Ontario, 264 were tuberculous. Recalling that the rate of deaths caused by tuberculosis in Quebec compared with that of Ontario is in the proportion of 1 to 6, it will be understood that the search for tuberculosis in industry is necessary in order to protect the citizens against that plague.

The results of the mass X-Raying accomplished by the Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc. since January 1944 are enlightening.

The League

visited 25 industries
X-Rayed 45,384 employees
discovered 1,916 suspect cases
993 were observation cases
983 were pulmonary TB cases
912 minimal tuberculosis
53 moderately advanced TB
18 advanced tuberculosis.

The percentage of suspect tuberculosis cases is 4.6.

This means that hundreds of employees have been warned on time of a disease that would have undermined their health progressively; that thousands of citizens have been protected against the progress and propagation of the plague.

CONCLUSION

The Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc. feels that eradication of tuberculosis is possible and that the means of reaching it is at hand.

We only need the financial help of the citizens of Montreal to proceed with our work.

At the time of the foundation of the League, the rate of death from tuberculosis in comparison to the total number of deaths in Montreal was 6.3% while, in Toronto, it was 1.1%.

If the Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc. finds the financial support it is asking from the citizens of Montreal, the time may not be long when this situation will have been improved.

Moreover, it is hoped that through similar effort all through our Province of Quebec, tuberculosis will be eradicated forever.

Coffee Boost Denied

The Office of Price Administration is standing pat on its decision not to permit an increase in the price of coffee. Some time ago it turned down a petition of importers for a hike, and this week refused an appeal by the Inter-America Coffee Board.

In his address on the occasion referred to in a preceding paragraph, Mr. King said:

"I am firmly convinced that the way to maintain our unity is to base that unity upon principles which can be extended to all nations. I am equally sure that the only way to maintain world unity is to base it upon principles that can be universally applied. . . .

The future security of peace-loving nations will depend upon the extent and effectiveness of international co-operation. . . .

We should be false to the freedom for which we are fighting if, at any time, we failed to remember that no nation liveth unto itself; and that nations, great and small, are members one of another. . . .

It is not merely the security of nations that is indivisible. Their prosperity also is indivisible. Few would wish to return to the years before the war, when almost every nation sought economic security in economic isolation from its neighbours."

We must give our Prime Minister the support that he has earned in order that when the war ends, he, together with the world's great statesmen will work out a plan for its betterment and prosperity.

No Canadian worker who believes in unity, cooperation, and peace, will allow himself to be influenced by those who think more in terms of power than human welfare, and are presently seeking to undo the great work that Mackenzie King has accomplished since he first took office.

Employment for Christmas Rush

It was announced by A. MacNamara, Director of National Selective Service, that the date on which retail businesses may engage extra help for the Christmas rush without first securing a National Selective Service Permit, has been advanced to December 4th instead of December 15th, as previously announced by a special Order under National Selective Service Civilian Regulations.

Under this arrangement, students and teachers on Christmas vacations, any woman, and any man who has passed his fifty-ninth birthday, may be employed for the period from December 4th, 1944 to January 5th, 1945, without first securing a National Selective Service permit.

It is to be noted that the Post Office Department may still take on persons in the same categories without permit from December 1st, 1944 to January 10th, 1945.

Any employee taken on by either a retail business or the Post Office Department, and wishing to remain at this work beyond the permit exemption period, will be required to secure a National Selective Service permit.

Consumers to Gain by New Regulation

Canadian manufacturers are now permitted to use for civilian production surplus materials hitherto set aside for war purposes and no longer needed for such purpose.

The new revocation order will benefit consumers and is issued by the war-time controls as soon as possible.

The original order was issued in 1942, to prevent the hoarding or misuse of steel, zinc, copper and other materials essential to the war effort.

It provided that unused surpluses of materials released by the board must be reported back to the board's official who gave the release, and, without a permit, must not be diverted to uses other than those for which they were originally obtained.

Winter Lay-off of Great Lakes Seamen

It was announced today that labour exit permits will not be granted to Canadian seamen after the end of the current navigation season on the Great Lakes, permitting them to work outside Canada during the winter months. This announcement was made by Hon. Humphrey Mitchell, Minister of Labour, from his Ottawa office.

It is anticipated that there will be no difficulty in providing other essential work to Canadian inland seamen during the winter. While it has been reported that some effort would be made to secure the services of Canadian sailors for the winter to work abroad, National Selective Service takes the view that the services of the men are required in Canada during the winter and, also, that the shipping industry on the Lakes, vitally important in wartime, must be assured of the availability of the seamen once navigation opens in 1945.

Circular instructions have been issued at Ottawa, under the authority of Arthur McNamara, Director of National Selective Service, to all Employment and Selective Service Offices to inform any seaman enquiring that he cannot secure a labour exit permit to work outside Canada during this winter.

Take notice that ELMA EVA INCH EVANS, of the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec, Canada, will apply to the Parliament of Canada at the present or the next session for a Bill of Divorce from LAC JOHN WILLIAM ALPHONSUS EVANS, R.C.A.F., of the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec, and presently stationed at Rankin, Province of Ontario, Canada, for adultery.

Montreal, November 13th, 1944.
1944 GERALD M. ALMOND, K.C.
47-51 Solicitor.

Un Choix...

Notre choix de Bagues et Joints pour futurs mariés est d'une extrême élégance. Notre assortiment est considérable et très au point.



à partir de \$15.00 à \$500.00

ALBERT Goupil
BIJOUTIER-DIAMANTAIRE

2011 Mt-Royal E. CH. 3337

The Future of Labour Control

The British Trades Union Congress Suggests Use Of Employment Exchanges To Guide Workers Into Right Channels. — Priorities At Close of German War.

From HERBERT TRACEY of the British Trades Union Congress

Both Britain's Government and the national leaders of industry are now grappling with the problem of redistributing manpower between the armed forces and the industries which minister to urgent civilian needs. It is a problem of the transition from war to peace production. The essence of the problem is the measure of control to be maintained over labour.

In its most recent statement of policy concerning this re-allocation of manpower in the interim period between the defeat of Germany and the defeat of Japan, the Government has affirmed the necessity of applying the principle of priority. Obviously, with limited resources, the first consideration must be the production of munitions required for the armed forces; and next, the claims of those industries which are producing the products most important to national recovery, with explicit regard to improving the standards, not of those people who can pay the highest prices, but of the community as a whole.

It is made clear in the Government statement that, in order to avoid the risk of serious dislocation and the dissipation of national resources on objects of secondary importance, and to ensure as far as possible in the interim period the production of necessities rather than luxuries, a planned re-allocation of manpower must be undertaken. And this involves, the Government says, some measure of continued control over industry and labour.

National Interests Are Determining Factors

It is recognized that the severity of the existing labour controls in Britain must be mitigated. Some regard, the Government admits, must be paid to the natural desire of workers to seek work where they please, and of employers to engage labour freely; but it is also necessary to see that the available resources of labour are employed in the places where, and on the tasks in which, they are most needed in the national interests.

An obvious difficulty is to decide what measure of control over labour will be necessary after the war with Germany. The General Council of Britain's Trades Union Congress has had this question under consideration, and have examined it in the light of the necessity of continued munitions production for the war against Japan and, at the same time, of satisfying the national demand for consumption goods while also building up again Britain's export trade.

The Trades Union Congress recognizes that, in a controlled economy, there must be some control over labour. But the Trades Union Congress is entirely opposed to continuation of the system of compulsory direction of labour, carrying such penalties as fines and imprisonment. The Government has been reminded that the Trade Union Movement would never have assented to compulsory direction except in the exceptional dangers which faced Britain immediately after the fall of France and the withdrawal of the British Expeditionary Force from Dunkirk. Accordingly, the Trades Union Congress has informed the Government that, in its judgment, compulsory direction of labour should be terminated as quickly as possible after the conclusion of the war with Germany.

The Trades Union Congress General Council, however, recognizing that some controls over labour may be necessary until the conclusion of the war with Japan, have stated their view of what these controls might be. They suggest, first, the compulsory registration of all insured persons seeking employment. This would mean an abridgement of the right of employers to hire labour otherwise than through the employment exchanges, or through the machinery that Trade Unions maintain in some — if not most — industries for the supply of labour; and it would mean also that individual workers would not be able to engage themselves to an employer

except through the employment exchanges.

Protection of Individual Workers' Rights

Therefore, the Trades Union Congress proposes a new "Control of Engagement Order." This machinery would make it necessary for workers and employers to use employment exchanges in filling vacancies; but the Trades Union Congress insists that attached to the Order there should be provision for appeals and also for an advisory committee apparatus, which would protect the rights of the individual worker. This provision is necessary in view of another very far-reaching proposal which the Trades Union Congress General Council feel it necessary to formulate. To ensure that vital industries in which wages and conditions are "fair" in the Trade Union sense of the word, are fully manned, the Trades Union Congress is prepared to agree that any unemployed worker who unreasonably refuses to accept employment in such an industry when it is offered by the Ministry of Labour, should be penalized by the loss of employment benefit.

In place of existing powers of direction, exercised by Britain's Minister of Labour — by which an individual worker or body of workers may be required to go where they are told and to take up specific work assigned to them — the Trades Union Congress is proposing a sort of automatic pressure to guide unemployed labour into the right channels. It will impose upon the employment exchanges, no doubt, a very onerous responsibility, and the Trades Union Congress considers it necessary to provide an impartial tribunal to which a worker thus penalized would have a right of appeal.

The more rigorous application of the Ministry's powers of direction are, at the same time, being mitigated. The Trades Union Congress has been in consultation with the Ministry of Labour on the procedure to be followed when cuts in the munitions programme result in a considerable number of workers becoming redundant. Some cases have already occurred in which redundant workers have been transferred by the Ministry to suitable work elsewhere regardless of the locality. The Minister has now agreed with the Trades Union Congress that, in future, men who have been away from home for three years or more are to be the first to be released when programme cut-backs produce a redundancy of labour; and these released workers are to be transferred as far as possible to work of national importance nearer home.

What Do You Know For Sure ?

By RUTH TAYLOR

"Do you know it for sure?" Remember that phrase from your childhood — and how important it was? It differentiated between the things we glibly said or repeated and those things which we know from actual first hand knowledge.

I wish we needn't have let politeness cause us to drop the phrase as we grew up. I wish it were still possible to say "Do you know it FOR SURE?" to those people who are so prompt and definite about every and all situations.

Yes — I admit it — I've been listening to the radio again. But I've also been reading columnists and modern essayists — and I've been listening to people talk on trains, in busses, in restaurants and homes! And it's been all I could do to keep from saying "Do you know it FOR SURE?"

There are the people who know all about when the war will be over, and what Eisenhower's plans are and where the State Department is wrong and what is going to happen a week from next Tuesday. (The Gestapo smiles on them.)

There are the people who know all the motives back of everyone's actions, who tell you glibly just what self-interest prompts each act, who must have X-ray minds, for they see what goes on before it happens. (Goebel's friends they are.)

There are the people who know all the bad news, who can and do talk of the cost of battles, the mistakes of commanders, the waste in lives, dollars and supplies, who can tell all the details of the chaos to follow. (Goering finds them useful.)

There are the people who sow dissension by setting groups against groups, exaggerating Labor's short comings, pouncing on Industry's misdeeds, accusing the farmer of selfishness, stirring up racial and religious hatreds by rank generalizations, judging the group by the sins of apostate members, preaching anti-Catholicism and anti-Semitism wholesale. (Herr Hitler has a special decoration for these.)

There are the people who talk freely, who boast of how they "got around" regulations, who try to outwit the censor, who brag of "inside knowledge", who tell of production, troop movements, ship sailings, betraying their own for the chance of appearing smart. (The bells ring in Berlin over the deaths they cause.)

To all of them — to you — to myself — I say, "Do you know it FOR SURE?"

Houses Before Post Office

The Gallup Poll recently showed far more people in Canada in favour of maintaining prosperity by large government spending, than were interested in keeping in force War-time controls, or even the taking over by government of various forms of business. It seems as though government spending is the favoured theory of many Canadian citizens.

At this point it might be a good thing to ask what government spending there is to be. Spending money, without regard to the value of what is obtained, is not the way to make the country prosperous.

It is quite true that we have made an appearance of prosperity during the War, by spending so much money on the war itself, but we cannot forget, that, despite taxation being so heavy that no government would dare increase it, we have an increase of public debt which cannot go on forever.

Therefore, if government spending is to be a major activity in Canada during the post-war years, we shall need to be very careful to see that the spending produces the things which Canadians want.

At large, few Canadians are not interested in post offices and public works. We all like to see nice public buildings, proper schools, parks and other things of this sort. We all want good roads. However, a great majority of us realize that we cannot afford these things until we have given the people adequate housing, food and clothing.

What we have to keep in mind is that the same man, at the same moment, cannot be building new post offices and houses. Nor can the ordinary citizen afford to pay the present rates of taxation and still hope to finance the proper houses and other items in a reasonable standard of living.

It would look as though those who are so eager for government spending are careless in their thought. They are being led away with stories that we can keep up peace time the same rate of spending as wartime.

That would destroy the value of our savings.

It would also look as though a great many people were deluded into believing that we simply have to pay men to build post offices to put money into circulation to build houses. That is taking too many bites at the cherry.

What we need is more private spending to make times good and employment general. What broke down in 1929 and 1930, was not government spending, but private spending.

In plain language, those who are advocating government spending are recommending something which would not give as much employment as private spending, especially if the private spending be put into new farms, factories, and other productive enterprises.

The new post office would furnish employment for a few months. One new farm would furnish employment, not only for those who work it, but for many people in the cities, forever.

This idea that government spending is the road to national wealth is wrong. That objective can only be obtained by active and intelligent private spending, especially on productive enterprises of all sorts.

It cannot be too often said that it is no good to build post offices, in order to get houses built. The quick and direct route is for those who can afford to do so to build the houses in the first place.

PALACE
THEATRE

ANN SHERIDAN, ALEXIS SMITH, JACK CARSON, JANE WYMAN, IRENE MANNING, CHARLES RUGGLES, EVE ARDEN in *The DOUGHGIRLS* with JOHN RIDGELY

CAPITOL
THEATRE

HEDY LAMARR, PAUL HENREID in *THE CONSPIRATORS* — Also — "The Mark of the Whistler"

PRINCESS
THEATRE

DAYS OF GLORY with TOUMANOVA, GREGORY PECK. Added Feature "Music in Manhattan"

LOEW'S
THEATRE

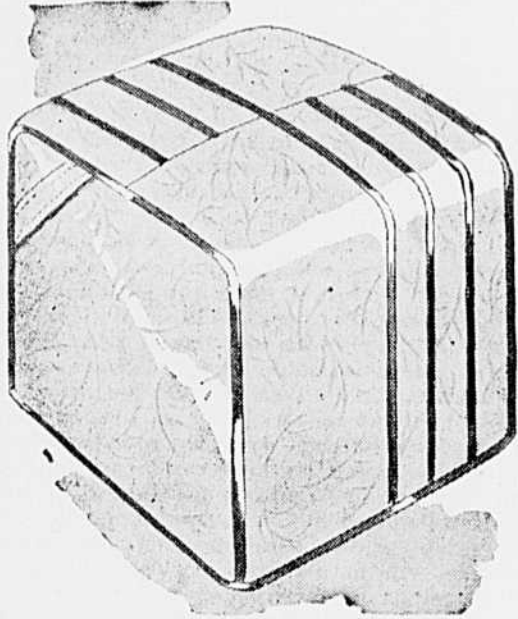
RONALD COLMAN in *KISMET* in TECHNICOLOR with MARLENE DIETRICH, JAMES CRAIG, EDWARD ARNOLD

MONARCH GAS RANGES
Made by **Canadians** for **Canadian Homes**

SAVE THAT YOU MAY LEND

APPROVED BY RELIGIOUS AND MEDICAL AUTHORITIES
Her worries are over for the woman who possesses a **MATERNITY CALENDAR**
to know in all security her days of "Fecundity" and her days of "Sterility".
Sent postpaid on receipt of \$1.00.
119 Mount-Royal West, Montreal 14, P. Q. Tel. LA. 6694

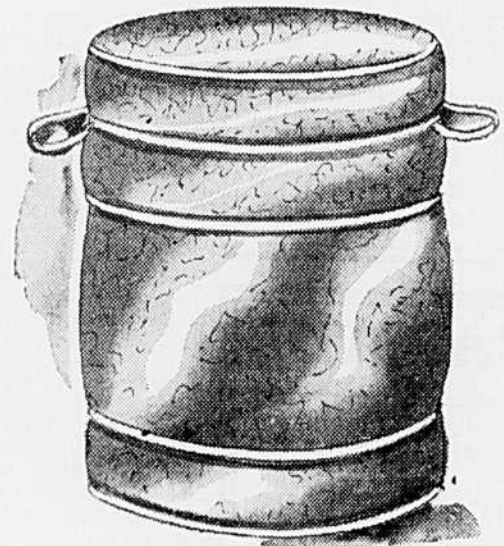
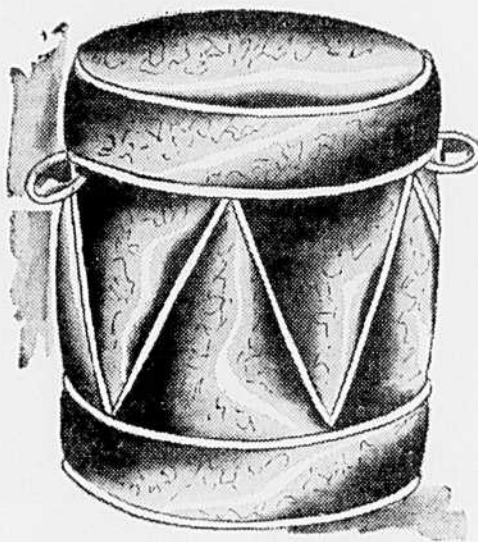
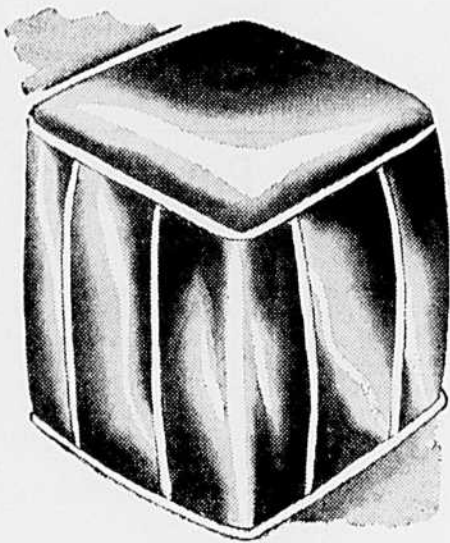
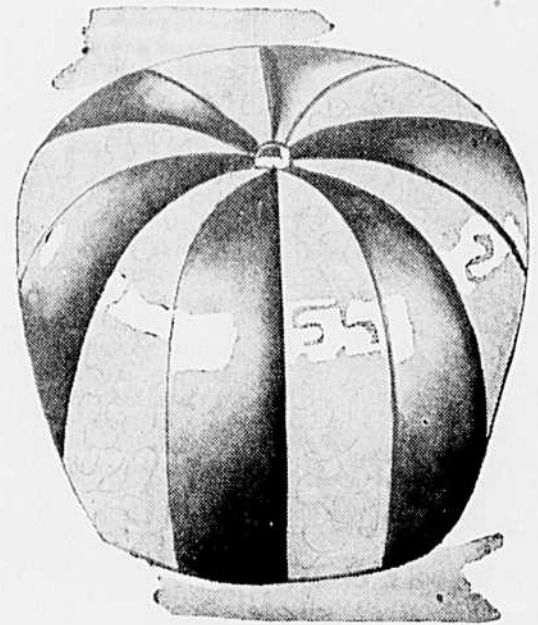
Cadeaux magnifiques pour Noël!



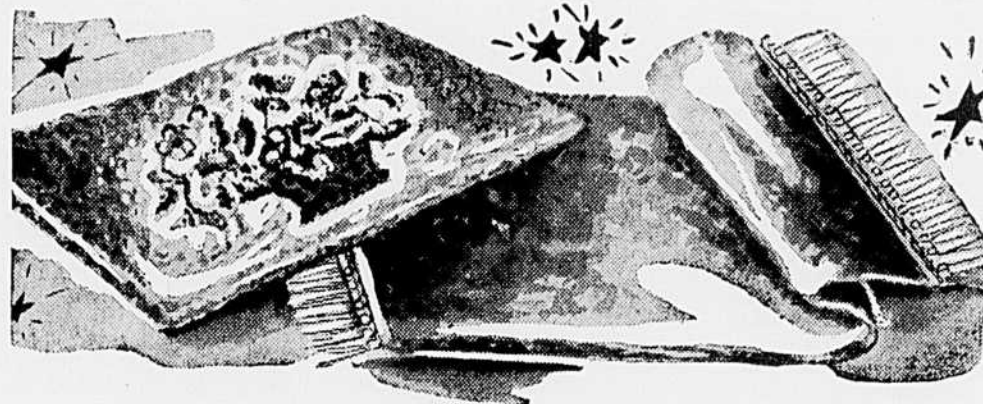
★ SUPERBES TABOURETS

Un cadeau idéal qui convient également à tous à cause de sa grande utilité; superbes tabourets en solide cuirette de teintes vives très bien assorties dans des modèles pour tous les goûts. Ils sont habilement enjolivés de fines nervures de cuirette de couleurs contrastantes. Modèles et grosseurs assortis à prix variés

\$2.50 - \$3.50 - \$7.50 - \$11.95 - \$15.95



★ DESCENTES DE LIT WILTON



★ DESCENTES DE LIT AXMINSTER

Vous aimerez les dessins orientaux de ces jolies descentes de lit Wilton qui rehausseront l'apparence de votre chambre à coucher. Grandeur de 27 pouces par 45 dans une qualité exceptionnelle à **\$11.95** ce prix

La marque Axminster vous assure une durée remarquable et une qualité indiscutable dans ces superbes descentes de lit aux teintes unies assorties dans une grandeur de 27 pouces par 36 pou- **\$7.50** ces. Un beau cadeau, à partir de

VENDREDI

fête de l'Immaculée-Conception
FERME TOUTE LA JOURNÉE

Jeudi soir, ouvert jusqu'à 9 hrs p.m.

MESSIER *Limitée*

J.-E. CADIEUX, Président — J.-C. AUBRY, Sec.-trés.

"LE GRAND MAGASIN A RAYONS DE LA RUE MONT-ROYAL"

au
RAYON DES TAPIS

au sous-sol